



Ministère de l'Agriculture

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, présidera aujourd'hui à 9h, une réunion de l'OAIC avec les CCLS pour faire le bilan de la campagne moissons-battages 2016-2017 et l'évaluation de la préparation de la campagne labours-semences 2017-2018 au siège de l'UCA (Alger).

ACTIVITÉS MINISTÉRIELLES

CE MATIN À 9H À HUSSEIN DEY

Réunion nationale de l'OAIC avec les CCLS



Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Abdelkader Bouazgui, présidera, ce matin à 9h, au siège de l'Union des coopératives agricoles, une réunion nationale de l'Office algérien interprofessionnel des céréales avec les Coopératives de céréales et de légumes secs, pour faire le bilan de la campagne moissons-battage 2016-2017.



Lundi, 02 octobre 2017 19:04

Aquaculture: 13 nouveaux projets d'investissement seront lancés d'ici à la fin de l'année



ALGER- L'investissement dans l'[aquaculture](#) sera renforcé prochainement par le lancement de treize (13) nouveaux projets qui doivent être mis en exploitation d'ici à la fin 2017, portant le nombre d'investissements dans cette activité à 51 projets, contre 38 projets actuellement et 22 projets à la fin 2016, a indiqué lundi à Alger le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui.

Lors d'une rencontre organisée au siège de la Direction de la Pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Alger pour analyser la situation et les perspectives de cette activité, le ministre a rappelé l'objectif du secteur d'arriver à une production de 100.000 tonnes de production aquacole à l'horizon 2025, contre une production de 3.000 tonnes actuellement.

Avec une production de la pêche de 100.000 tonnes/an, qui devrait rester stable voire reculer durant les prochaines années, l'objectif de 100.000 tonnes de production aquacole portera, une fois atteint, la production globale du secteur à 200.000 tonnes en 2025.

Cet objectif, ancré dans le plan d'action du Gouvernement et pour lequel les pouvoirs publics ont mis en place tous les moyens nécessaires, est "réaliste" pour vu que les investisseurs privés s'y intéressent, a-t-il estimé en avançant qu'au niveau de la Direction générale de la pêche et d'[aquaculture](#) et des différentes directions régionales, plus de 200 demandes d'investissement dans l'[aquaculture](#) marine et celle d'eau douce ont été déjà déposées.

"Les résultats obtenus jusqu'à ce jour en matière d'investissements dans le secteur nous permettent d'être optimistes quant à la réalisation d'un tel objectif", a-t-il affirmé.

La politique tracée pour le développement de l'[aquaculture](#) en Algérie, alors que la production de la pêche a atteint ses limites, devrait surtout permettre une augmentation de la consommation moyenne de poisson par habitant, estimée actuellement à seulement 4kg/personne/an contre une moyenne de 20kg/personne/an dans le monde et 60kg/personne/an dans les pays asiatiques, a souligné le ministre.

Il a insisté sur le fait que l'[aquaculture](#) jouait un rôle primordial dans la sécurité alimentaire du pays, laquelle devenue "la priorité des priorités" des pouvoirs publics et non pas un simple slogan, ainsi que dans la croissance économique hors hydrocarbures et dans la démarche de réduction des importations.

A cet effet, il a invité les agriculteurs à exploiter les bassins d'irrigation dont ils disposent dans l'élevage aquacole pour que "chaque exploitation agricole devienne une exploitation aquacole".

"Si on arrive à ce stade, et avec les grands projets envisagés, le poisson sera à la portée des citoyens y compris les couches les plus défavorisées", a-t-il souhaité.

Réitérant l'engagement ferme des autorités publiques à booster cette activité, en mettant à profit des investisseurs toutes sortes de facilitations, qu'elles soient d'ordre juridique, administratif, fiscal ou bancaire, il a estimé que le "risque de pertes dans ce genre de projets est très très faible voire nul".

Intervenant lors de la réunion, le Directeur du Développement de l'[Aquaculture](#) au ministère M. Mustapha Oussaid a détaillé le plan du développement de l'activité aquacole tel qu'inscrit dans le Plan d'action du Gouvernement.

Il a précisé que la production escomptée de 100.000 tonnes/an dans les huit prochaines années devra se concrétiser à travers 600 projets d'investissement dont 190 projets dans l'[aquaculture](#) marine (pisciculture marine, conchyliculture, crevetticulture) pour la production de 80.000 tonnes de poissons et 410 projets d'[aquaculture](#) continentale (pisciculture d'eau douce en cages flottantes, pisciculture/crevetticulture d'eau douce en étangs, [Aquaculture](#) intégrée à l'agriculture, Pêche continentale) pour en produire 20.000 tonnes.

Ces projets devront permettre la création de 30.000 emplois directs et indirects, a-t-il avancé.

M. Oussaid a souligné que sur les 221 demandes d'investissements dans des projets d'[aquaculture](#) déposées à ce jour, 156 demandes concernent l'[aquaculture](#) marine et 65 demandes portent sur l'[aquaculture](#) d'eau douce.

Le plan d'action du secteur prévoit, en outre, la création de 93 zones d'activités aquacoles (ZAA) dont 18 ont été déjà affectées.

Sur l'ensemble de ces zones, 39 ZAA marines ont été identifiées dont 15 ont été affectées alors que 54 ZAA continentales ont été identifiées dont trois déjà affectés, a-t-il informé.

====Plusieurs mesures incitatives pour promouvoir l'[aquaculture](#) en Algérie====

Evoquant le cadre législatif et réglementaire, le responsable a énuméré une série de mesures incitatives à cette activité dont, par exemple, l'affectation de concessions au niveau des ZAA en mer et à terre avec une redevance annuelle de la concession à titre symbolique (1 DA/M² à terre et 1 800 DA/Ha en mer) et ce sur 25 ans renouvelables tacitement.

Les investisseurs bénéficient également d'une exonération et révision à la baisse respectivement des droits de douane et de la TVA pour l'importation des aliments, d'une exonération de toutes taxes durant les 3 premières années d'entrée en production et la bonification totale des intérêts relatifs au crédits d'exploitation (qui sont de l'ordre de 8%).

En outre, ces investisseurs profitent d'une décentralisation et d'un allègement des procédures réglementaires et de la mise en place, dans le cadre des dispositifs de soutien existants (ANSEJ, CNAC, ANGEM), d'un guichet unique doté d'un accompagnateur.

Intervenant à son tour, le représentant de la BADR (Banque Algérienne du Développement rural) Sid-Ali Benyamina a indiqué que la Banque détient dans son portefeuille 500 projets aquacole d'un montant de plus de 10 milliards (mds) de DA sans compter les petits projets réalisés dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi. En y intégrant ces derniers, la Banque aura financé à ce jour 1.200 projets d'un montant global de 13 mds de DA, selon le même responsable qui a exprimé "l'entière disponibilité de la Banque à financer les projets aquacoles y compris ceux en phase d'exploitation".

Il a salué à cet effet l'implication du FGAR (Fonds de garantie des crédits aux PME) dans la garantie de ces projets.

A son tour, le P-dg de la SAA (Société Algérienne des Assurances) Nacer Sais s'est réjoui du fait que sa compagnie a été le premier assureur à mettre en place un produit dédié à l'assurance des projets d'[aquaculture](#) depuis près de trois ans afin d'accompagner les investisseurs dans le secteur, tout en regrettant la faible demande pour cette assurance.

Les investisseurs présents à la rencontre ont tous exprimé leur satisfaction quant à la volonté des pouvoirs publics à faciliter les procédures d'investissement mais ont déploré certaines lenteurs sur le terrain notamment en ce qui concerne l'accès aux crédits bancaires.

AQUACULTURE

13 nouveaux projets d'investissement seront lancés d'ici la fin de l'année

L'investissement dans l'aquaculture sera renforcé prochainement par le lancement de treize (13) nouveaux projets qui doivent être mis en exploitation d'ici à la fin 2017, portant le nombre d'investissements dans cette activité à 51 projets, contre 38 projets actuellement et 22 projets à la fin 2016, a indiqué lundi à Alger le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgzi. Lors d'une rencontre organisée au siège de la Direction de la Pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Alger pour analyser la situation et les perspectives de cette activité, le ministre a rappelé l'objectif du secteur d'arriver à une production de 100.000 tonnes de production aquacole à l'horizon 2025, contre une production de 3.000 tonnes actuellement.

Avec une production de la pêche de 100.000 tonnes/an, qui devrait rester sta-

ble voire reculer durant les prochaines années, l'objectif de 100.000 tonnes de production aquacole portera, une fois atteint, la production globale du secteur à 200.000 tonnes en 2025.

Cet objectif, ancré dans le plan d'action du Gouvernement et pour lequel les pouvoirs publics ont mis en place tous les moyens nécessaires, est «réaliste» pour vu que les investisseurs privés s'y intéressent, a-t-il estimé en avançant qu'au niveau de la Direction générale de la pêche et d'aquaculture et des différentes directions régionales, plus de 200 demandes d'investissement dans l'aquaculture marine et celle d'eau douce ont été déjà déposées. «Les résultats obtenus jusqu'à ce jour en matière d'investissements dans le secteur nous permettent d'être optimistes quant à la réalisation d'un tel objectif», a-t-il affirmé. La poli-

tique tracée pour le développement de l'aquaculture en Algérie, alors que la production de la pêche a atteint ses limites, devrait surtout permettre une augmentation de la consommation moyenne de poisson par habitant, estimée actuellement à seulement 4kg/personne/an contre une moyenne de 20kg/personne/an dans le monde et 60kg/personne/an dans les pays asiatiques, a souligné le ministre.

Il a insisté sur le fait que l'aquaculture jouait un rôle primordial dans la sécurité alimentaire du pays, laquelle devenue «la priorité des priorités» des pouvoirs publics et non pas un simple slogan, ainsi que dans la croissance économique hors hydrocarbures et dans la démarche de réduction des importations.

A cet effet, il a invité les agriculteurs à exploiter les bassins d'irrigation dont ils dis-

posent dans l'élevage aquacole pour que «chaque exploitation agricole devienne une exploitation aquacole». «Si on arrive à ce stade, et avec les grands projets envisagés, le poisson sera à la portée des citoyens y compris les couches les plus défavorisées», a-t-il souhaité. Réitérant l'engagement ferme des autorités publiques à booster cette activité, en mettant à profit des investisseurs toutes sortes de facilitations, qu'elles soient d'ordre juridique, administratif, fiscal ou bancaire, il a estimé que le «risque de pertes dans ce genre de projets est très très faible voire nul».

Intervenant lors de la réunion, le Directeur du Développement de l'Aquaculture au ministère M. Mustapha Oussaid a détaillé le plan du développement de l'activité aquacole tel qu'inscrit dans le Plan d'action du Gouvernement.



L'AQUACULTURE, UNE FILIÈRE EN PLEIN ESSOR

13 nouveaux projets exploités d'ici la fin de l'année

LES RESSOURCES DE LA PÊCHE étant limitées à 100.000 t par an, voire en déclin, le gouvernement a pour objectif de renforcer la production en développant l'aquaculture.

La filière aquacole permettra de se rapprocher des normes internationales de consommation annuelle qui sont de l'ordre de 20 kg par personne. La consommation nationale ne dépasse pas les 4 kg par personne. Il s'agira aussi de mettre à exécution l'instruction du chef de l'Etat qui vise à doubler la production halieutique d'ici à 2025. Une stratégie a été mise en place à cet effet pour booster une filière à la traîne malgré les fortes potentialités. La production aquacole, qui représente 3% de la production globale, ne dépasse pas 3.000 t annuellement. Lors d'une rencontre hier au siège de la Direction de la pêche de la wilaya d'Alger avec les directeurs régionaux, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a mis en relief le rôle important du secteur dans la diversification de l'économie nationale. Abdelkader Bouazghi a rappelé sa place dans le plan d'action du gouvernement. Il a appelé au lancement de campagnes de sensibilisation afin de drainer le maximum d'investisseurs, d'autant que des mesures incitatives existent, telles que l'exonération de taxes durant les trois premières années d'exploitation, la disponibilité d'assiettes foncières et l'accompagnement financier. «Toutes les conditions sont réunies pour donner de l'élan à ce secteur», a-t-il clamé. Il a souligné la nécessité d'élaborer une cartographie de la production aquacole. «Le secteur doit contribuer efficacement à la sécurité alimentaire», a-t-il affirmé tout en souhaitant que «tout agriculteur intègre dans son exploitation des investissements consacrés à l'aquaculture». Le ministre a souligné l'engagement de la Badr mais aussi des compagnies d'assurances pour accompagner les investisseurs. La banque a eu, à titre indicatif, à financer 1.700 projets d'un montant de 23 milliards de dinars. «C'est un domaine porteur et vierge», a expliqué Benyamina, DG

de la Badr. En termes de chiffres, le directeur du développement de l'aquaculture au ministère, Mustapha Oussaïd, a fait savoir qu'il est attendu la réalisation de 600 projets dont 190 dans la filière aquaculture marine et le reste dans l'aquaculture d'eau douce et la pêche continentale.

30.000 POSTES D'EMPLOI

Cela va engendrer la création de 30.000 postes d'emploi et une production de 100.000 t par an. Il a indiqué que d'ici la fin de l'année, 13 projets seront mis en exploitation. Ils s'ajouteront aux 38 déjà fonctionnels. «D'ici la fin 2017, nous aurons 51 projets en exploitation», a-t-il affirmé tout en révélant que 221 demandes d'investissement sont en cours d'examen. Selon lui, le coût d'investissement d'un projet d'aquaculture marine est estimé à 200 millions de dinars, alors que celui inscrit dans l'aquaculture d'eau douce oscille entre 80 et 100. Il existe 9 millions d'hectares et 5.000 bassins disponibles pour y être exploités. Il a fait savoir qu'actuellement, 58 barrages reçoivent des alevins dans le cadre du développement de l'aquaculture. Evoquant la stratégie de développement mise en œuvre, Oussaïd a fait savoir que celle-ci donne la priorité à l'aquaculture marine. «Il y a aussi quelques filières auxquelles nous donnons beaucoup d'importance comme la pisciculture intégrée à l'agriculture, la pêche continentale et la pisciculture au niveau des barrages et des retenues collinaires», a-t-il précisé. Il a plaidé enfin pour les investissements dans la production d'aliments pour alevins et poissons dont l'Algérie dépend à 100% de l'importation. A cet effet, l'Onab a investi dans ce créneau. Elle compte lancer trois unités de production les dix prochains mois, implantées à Skikda, Oran et Biskra, dont la capacité de production sera de dix tonnes par an. Les problèmes soulevés par les investisseurs concernent les lenteurs administratives, les réseaux de commercialisation et la traçabilité.

■ Wassila Ould Hamouda

RENCONTRE NATIONALE SUR L'AQUACULTURE EXPLORER LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

● L'AMBITION D'ATTEINDRE 200.000 TONNES/AN À L'HORIZON 2025.

Le secteur de la Pêche enregistre une «stagnation» dans la production, avec 100.000 tonnes de ressources halieutiques (entre pêche marine et aquaculture) produites annuellement, à raison de 4 kg de consommation annuelle par personne, en précisant que cette quantité demeure toujours «dérisoire» par rapport à d'autres pays qui enregistrent une consommation de 20 kg par personne... et 60 kg/p en Chine.

«**N**ous sommes vraiment en deçà des normes internationales», a indiqué, hier, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgh, en précisant que cette situation «nous interpelle pour booster la locomotive vers l'avant, en mettant en place un plan d'action qui nous permettra d'avoir une réelle production dans les toutes prochaines années», a-t-il souligné lors de son intervention à la rencontre nationale sur les opportunités d'investissement privé en aquaculture, qui s'est tenue au siège de la direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Alger, sise à Ain Benian. Selon le premier responsable du secteur, l'objectif est d'accroître les efforts pour augmenter la production de 100.000 tonnes afin d'atteindre les 200.000 tonnes/an (pêche marine renforcée par l'aquaculture) à l'horizon 2025. «Cela nous permettra d'améliorer notre production (qualité et quantité) tout en mettant ce produit à la portée du citoyen, surtout ceux à faible revenus». Sachant que «les réserves des ressources halieutiques dans le bassin méditerranéen sont limitées, et son 1.2 million de tonnes de ressources est partagé par 23 pays méditerranéens», cette situation n'est que «motivante» pour faire en sorte que se développe la filière dans les zones internes du pays.

Ainsi, le ministre a fait savoir, pour ce qui est des initiatives d'investissement aquacole, que bien qu'elles soient «timides» elles demeurent toujours «encourageantes, en notant l'existence de 38 activités d'investissement aquacole «seulement» qui donne une production de 300 tonnes qui sont déjà exploitées, ainsi que 13 investissements qui sont en voie de démarrage, pour atteindre dans la totalité 50 investissements vers la fin 2017. Il a entre autres souligné que 200 autres demandes d'investissement se trouvent au sein de la direction générale de la pêche pour être étudiées, ainsi que 58 unités au niveau des barrages. Ces projets ont pour but de renforcer



cer non seulement les capacités de production dans la filière halieutique (maritime) mais aussi d'investir davantage dans le domaine de l'aquaculture dans les régions internes.

93 zones d'activités prêtes à accueillir les investissements

Le premier responsable du secteur a annoncé, par ailleurs, l'existence de 93 zones d'activité, prêtes à accueillir les projets d'investissements, tout en insistant sur le fait que «tous les moyens sont disponibles» pour prendre en charge ces projets, notamment pour accompagner les investisseurs. Cette disponibilité entre en droite ligne avec la volonté des pouvoirs publics à booster l'investissement en Algérie pour créer de nouveaux moteurs qui servent à accélérer la croissance de l'économie nationale qui se trouve dans une période difficile actuellement.

De tels investissements permettent également le développement des différentes fi-

lières de l'aquaculture, dont il est attendu la réalisation de 600 projets avec la création de 30.000 postes d'emplois. Déjà il existe 5.000 bassins prêts à accueillir les petits poissons destinés à l'élevage, 700 bassins dans les fermes agricoles et 58 barrages qui sont aujourd'hui prêts à accueillir les petits poissons. Pour cela, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, et à travers, ses différentes directions locales, se fixe l'objectif d'encourager et de promouvoir l'aquaculture avec toute sa composante. D'ailleurs, c'est ce qui a été exprimé par le ministre, M. Abdelkader Bouazgh, qui a plaidé pour l'encouragement de l'activité aquacole dans les différentes régions du pays et surtout dans les wilayas du Sud, en tant que «segment d'activité prometteur».

Accroître le nombre de bassins aquacoles

Le ministre a donné instruction aux différentes directions de pêche, pour accroître le

nombre de bassins aquacoles, ainsi que de se rapprocher davantage des agriculteurs et des investisseurs pour les sensibiliser sur les perspectives prometteuses de la filière. «L'aquaculture dans les régions du Sud et des haut plateaux, un rêve par le passé, est devenu aujourd'hui une réalité palpable, grâce à la volonté des investisseurs dans le domaine», a-t-il affirmé à ce propos, en affirmant toutefois, son souhait, que chaque investisseur dispose d'un ou plusieurs bassins aquacoles sur ses espaces agricoles, pour atteindre son autosuffisance en premier lieu, ensuite contribuer à l'autosuffisance de sa localité. Pour le ministre ce souhait n'est pas «difficile» ni «impossible» à atteindre, du moment que la seule entrave demeure l'action de sensibilisation. «Au cours de nos visites aux différentes fermes agricoles dans plusieurs wilayas, nous avons constaté ce manque d'information et de connaissance de cette activité aquacole chez les agriculteurs», dira-t-il en ajoutant que «les moyens attribués par l'Etat, que ce soit en termes de bassins ou de petits poissons, ainsi que l'accompagnement technique permettent d'enregistrer un saut qualitatif en matière de développement de l'aquaculture marine».

Il a insisté sur le fait de «doubler» les efforts et de «multiplier» les activités pour faire valoir la filière aquacole, en la qualifiant, de premier jalon dans le développement de cette activité susceptible d'assurer une production de poissons d'eau douce à forte valeur nutritive et économique, comme cela se fait dans plusieurs pays.

Le ministre a exhorté, les responsables de la direction générale de la pêche d'organiser des rencontres mensuelles d'évaluation permettant d'avoir conscience des problèmes du secteur, des préoccupations et difficultés des investisseurs dans le but d'échanger les idées et de contribuer à asseoir le dialogue pour le développement d'un secteur clé pour l'économie.

Kafia Ait Allouache

ABDELKADER BOUAZGUI AFFIRME :

L'agriculture au cœur de la stratégie économique du gouvernement

Le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a affirmé samedi après-midi à Batna que l'agriculture se trouvait "au cœur de la stratégie économique du gouvernement".



Lors de sa visite à une exploitation agricole de culture de pommiers à Meryal dans la commune d'Ayoune Lassafir, le ministre a indiqué que l'agriculture occupe une place d'excellence dans le plan du gouvernement adopté dernièrement. Le Premier ministre a eu l'occasion, a-t-il ajouté, d'aborder le programme du secteur articulé autour de l'extension des terres agricoles et la surface irriguée et la diversification pour atteindre l'autosuffisance outre le développement des industries de transformation.

L'agriculture restera "soutenue" conformément à l'engagement pris par le président de la

République Abdelaziz Bouteflika en 2009, a assuré M. Bouazgui qui a considéré que les performances réalisées dans diverses filières sont "le fruit des programmes de soutien". Il a cité à ce propos la wilaya de Batna devenue "un pôle agricole par excellence".

Ce secteur "joue un rôle vital dans l'économie nationale et contribue à l'autosuffisance", a ajouté le ministre en relevant que la production nationale de pomme qui excède aujourd'hui les 5 millions de quintaux montre que l'Algérie peut relever le défi d'assurer sa sécurité alimentaire et "n'est pas loin de le faire".

L'Etat, a encore indiqué M. Bouazgui, a fourni tout le soutien au secteur et "demeurera à l'écoute des préoccupations des

agriculteurs dans le cadre des efforts pour l'autosuffisance et l'exportation", car, a-t-il soutenu, l'agriculture constitue "une alternative économique réelle pour le pays".

Sur le site d'un projet de proximité de développement rural intégré dans la localité de Theniet El Khorchof (commune de Timgad), le ministre a mis l'accent sur l'importance de la Réconciliation nationale lancée par le chef de l'Etat dont le 12ème anniversaire a été célébré vendredi et qui a permis le retour des paysans à leurs terres agricoles après le rétablissement de la sécurité revivifiant les campagnes du pays.

Au cours de sa visite à la station de pêche continentale au barrage de Koudiet Lemdouar, le

ministre a insisté sur l'extension de la pisciculture à toutes les wilayas et à soutenir les agriculteurs dans cette activité. Il a en outre appelé à Chemora les agriculteurs à s'organiser en association agricole pour mieux communiquer avec les autorités locales et trouver des solutions à leurs préoccupations.

Auparavant, le ministre a mis en service un abattoir agricole réhabilité une nouvelle chaîne de conditionnement de lait à la laiterie Aurès et a présidé l'ouverture de la 2ème édition du salon local des produits agricoles à la salle des expositions Assihar. Le ministre a aussi visité l'entreprise Aurès Solaire spécialisée dans la fabrication de panneaux solaires dans le parc industriel de la commune d'Ain Yagout.

LES AGRICULTEURS INVITÉS À ASSURER LEURS RÉCOLTES CONTRE LES DIVERS ALÉAS

Le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, a exhorté samedi de Batna les agriculteurs "à assurer leurs récoltes contre les divers aléas dans leur intérêt". Lors de l'inauguration du 2ème salon local des produits agricoles à la salle Assihar, le ministre a souligné que l'assurance évite aux agriculteurs les grosses pertes en cas de sécheresse ou intempéries. Répondant aux préoccupations de certains paysans relatives au fonçage de puits, M.

Bouazgui a indiqué que les walis ont été appelés à aider et accompagner les agriculteurs en ce domaine. Le ministre qui a sillonné les divers stands de l'exposition a considéré que le développement de la production agricole exige d'être accompagné par l'investissement dans les structures de stockage et de froid nécessaire pour réguler le marché.

Auparavant, le ministre a reçu dans la forêt de Bouyelf, faisant partie du parc national de Belezma, un exposé sur le projet d'une forêt récréative s'étendant sur 23 hectares dont 5 hectares à servir de parking aux véhicules. Il a insisté à l'occasion sur la nécessité de valoriser ces espaces naturels. Le ministre s'est ensuite rendu à la zone industrielle de la ville de Batna, où il procéda à la remise en service d'un abattoir avicole ayant fait l'objet de travaux de requalification et au lancement d'une nouvelle chaîne de conditionnement de lait à la laiterie Aurès. Le ministre devait également visiter une exploitation agricole de culture de pommiers à Merial dans la commune d'Ayoune Lassafir, un projet de proximité de développement rural intégré à Theniet El Khorchof (Timgad) et la station de pêche continentale du barrage Koudiet Lemdouar avant de clore sa tournée de travail d'une journée par l'inspection du périmètre d'irrigation agricole de la commune de Boulhilet.

Lakhdar A.

AMBITIEUX PROGRAMME POUR L'ÉLEVAGE AQUATIQUE

Bouazghi veut une production de 100 000 tonnes par an

L'Algérie ambitionne de produire 100 000 tonnes de poissons issus de l'élevage aquatique à travers la réalisation de 600 projets pour 30 000 postes d'emplois. C'est le message clé que le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a transmis hier, lors de son intervention devant les participants à la rencontre nationale sur les opportunités d'investissement privé en aquaculture qui a eu lieu au niveau de la Direction de la pêche de la wilaya d'Alger (Aïn Benian).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Cette déclaration faite par M. Bouazghi fait suite à une analyse et bilan effectués sur la situation de l'aquaculture en Algérie. Une analyse qui a abouti, ajoute la même source, «à définir le nouveau programme de développement des différentes filières de l'aquaculture».

Ainsi, les filières aquacoles concernées par ce nouveau programme sont notamment la «pisciculture marine en cages flottantes (en offshore), l'aquaculture intégrée à l'agriculture, la pisciculture en cages au niveau des barrages et retenues collinaires».

Selon une fiche technique détaillant cette analyse, il a été indiqué que «l'identification a été arrêtée en fonction des exigences biotechnologiques relatives aux différentes espèces de mollusques, de poissons, de crustacés et d'algues, déjà maîtrisées en Algérie, des caractéristiques physiques des sites sélectionnés, des expériences aquacoles et du niveau de savoir-faire reconnus en Algérie».

Concernant les filières de l'aquaculture marine, lit-on dans le document, le nombre de projets privés envisagés est de 190 avec une production estimée à 80 000 tonnes, ce qui permettrait de créer plus de 20 000 emplois.

Concernant les filières de l'aquaculture d'eau douce et de la pêche continentale et «tenant compte des potentialités existantes en termes d'assiettes de terrain et des ressources

hydriques, les filières aquacoles à encourager durant ce programme sont notamment la pisciculture en cages flottantes au niveau des barrages et retenues collinaires, la pisciculture d'eau douce en étangs, la crevetteculture, la pisciculture intégrée à l'agriculture et la pêche continentale au niveau des plans d'eau».

La même source a indiqué à cet effet, que «le nombre de projets privés envisagés est de 410

pour une production visée de 20 000 tonnes, promettant la création de plus de 10 000 postes d'emploi».

Ainsi, pour la mise en application de ce programme, le département du développement rural et de la pêche a identifié «93 zones d'activités aquacoles (ZAA) sur le littoral et le continental, l'élaboration par une experte de la FAO du nouveau programme d'aquaculture marine et d'eau douce, 221 dossiers d'investissements privés ont été déposés dont 156 en eau de mer et 65 en eau douce, l'établissement des autorisations préalables des concessions dont 142 ont été élaborées dont 103 ont reçu des arrêtés de concessions ou en cours de délivrance, la mise en place d'une police d'assurance etc». Selon le ministre de l'Agriculture, «des allége-



410 projets privés pour une production de 20 000 tonnes de poissons.

ments des procédures administratives à travers la révision du dispositif réglementaire en matière d'octroi de concession pour la

création d'établissement d'aquaculture ont été pris par l'administration centrale».

A. B.

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE L'ONIL, À PROPOS DE LA PÉNURIE CYCLIQUE DE LAIT : « IL N'Y PAS DE CRISE, MAIS QUELQUES PERTURBATIONS »

«Il n'y a pas de crise de lait ni de pénurie, mais plutôt quelques perturbations sur le marché», a déclaré hier M. Hocine Lalilèche, inspecteur général de l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL).

Le même responsable précise que «ces perturbations sur le marché sont en fait dues à certains dysfonctionnements indépendants des prérogatives et missions de l'Office national interprofessionnel du lait».

Poursuivant ses propos, il rassure, cependant sur le fait que «les stocks de sécurité couvrent les besoins du citoyen jusqu'au 15 avril 2018 et ce, sans restriction aucune». Mais pourquoi donc ces perturbations sur le marché ? A cette question, M. Lalilèche répond que c'est «l'intervenant entre le producteur et le citoyen qui est à l'origine du dysfonctionnement». Il ajoute ensuite que l'Office du lait procède, chaque mois, à la distribution de 14.450 tonnes de poudre de lait au profit des 119 laiteries publiques et privées adhérentes au dispositif de régulation du marché et que c'est cette même dotation qui leur est distribuée — avec la



même cadence — depuis plusieurs années. Cela dit, il relève que «le lait que l'on trouve dans plusieurs cafétérias et autres commerces comme les crémeries, est le lait destiné en principe aux ménages à faibles revenus ; ce qui n'est pas sans causer certaines perturbations», a-t-il expliqué.

S'exprimant ensuite à propos de la production annuelle du lait, l'inspecteur général de l'ONIL indique que celle-ci se situe autour

de 1,7 milliard de litres de lait au moment où le citoyen algérien consomme en moyenne 40 à 45 litres de lait, chaque année.

«En d'autres termes, l'autosuffisance est assurée actuellement», a soutenu M. Lalilèche, lors de son passage à une émission matinale diffusée sur une chaîne de télévision locale.

Interrogé sur «les cas de détournement de poudre de lait», il notera que cela n'est «pas massif».

D'autre part et pour ce qui concerne la qualité de lait, il convient de rappeler que le sachet de lait de 25 DA est un lait pasteurisé, partiellement écrémé, contenant des valeurs nutritionnelles acceptables. «Le lait subventionné conditionné en sachet est un produit conforme et de bonne qualité», affirme ce responsable qui relève dans ce contexte que les normes techniques y afférentes sont rigoureuses et même «très sévères». Cela dit et côté coût, l'on apprendra que «la poudre de lait est importée pour un milliard de dollars US chaque année», affirme M. Lalilèche. Pour leur part, les distributeurs de ce produit expliquent cette pénurie de lait en sachet devenue cyclique, par la baisse de leurs quotas attribués par l'Onil, tandis que les transformateurs privés indiquent qu'ils rencontrent des difficultés à s'approvisionner en poudre de lait, matière indispensable à la production du lait en sachet. De ce fait, les distributeurs de lait de la capitale Alger et sa périphérie ont été obligés de se tourner vers le lait non-subventionné à cause de l'indisponibilité du lait en

sachet subventionné. Résultat : les prix de ce produit de large consommation se chiffrent entre 40 et 75 DA le litre. De leur côté, les opérateurs activant dans la filière affirment que les stocks de l'Onil n'arrivent pas à couvrir la demande, tout en déplorant l'absence de stocks stratégiques en poudre de lait. Pour rappel, l'Algérie se place au 3^e rang mondial en matière d'importation de lait et de produits laitiers, après l'Italie et le Mexique avec une facture qui est passée de 1 milliard de dollars en 2015, à 849,2 millions de dollars en 2016.

Autre remarque importante à retenir : de nouvelles mesures ont été prises, en 2015, en faveur des éleveurs et des opérateurs de la filière lait en augmentant la subvention du lait cru et en encourageant l'investissement dans la production laitière et de l'alimentation.

Ces mesures s'inscrivent toutes dans l'objectif d'une réduction substantielle du recours à l'importation de la poudre de lait, d'ici 2019, à 50% et de promouvoir la production et les investissements nationaux dans ce domaine.

Soraya Guemmouri

Journées nationales de vulgarisation agricole

A. M.

La 24^{ème} édition des «Journées nationales de vulgarisation agricole» (JNVA) qui se tient sous le slogan : «Investir en la connaissance pour une sécurité alimentaire durable», sera inaugurée officiellement aujourd'hui au palais de la culture Malek Haddad de Constantine sous l'égide de la direction des services agricoles de Constantine (DSA).

L'ouverture de cette manifestation dédiée au monde agricole a été précédée hier matin par la tenue, sur le même site, de quatre ateliers de travail regroupant les agriculteurs de la wilaya, plus particulièrement les céréaliers, encadrés par des cadres du secteur de l'agriculture. Les travaux des ateliers ont porté essentiellement sur l'évaluation de la campagne agricole 2016/2017. Sur cette question de l'évaluation, des spécialistes du secteur que nous avons interrogés hier ont estimé qu'on peut d'ores et déjà préjuger de celle-ci. «D'abord, commencent nos interlocuteurs, il faut dire que cette année agricole 2016/2017 a été très difficile pour le secteur au niveau de la région est, et ce à cause des conditions climatiques qui y ont sévi. Néanmoins, affirment-ils, la wilaya de Constantine a pu réaliser quand même une production

qui avoisine 1 million 200.000 quintaux de céréales, toutes catégories confondues (blé dur, blé tendre, orge et avoine)». Ces spécialistes estiment que c'est une production assez consistante par rapport à l'année précédente où une première dans les annales du monde agricole de la wilaya depuis l'indépendance a été réalisée, avec une production de 1 million 800.000 quintaux. Et de faire remarquer à ce sujet que les wilayas limitrophes ont été pratiquement sinistrées et n'ont enregistré que de faibles résultats. «Et cela est lié au savoir-faire et au degré de technicité des agriculteurs de la wilaya de Constantine, chose qui est reconnue un peu partout à travers le territoire national». Pour en revenir aux ateliers de travail ouverts hier, M. Ghediri Yacine, le directeur des services agricoles de la wilaya (DSA) que nous avons contacté hier nous a indiqué que «les recommandations qui seront issues de ces ateliers de travail seront restituées en plénière aujourd'hui lors de la célébration de la JNVA 2017». Notre interlocuteur a indiqué également qu'une exposition des produits agricoles se tiendra aujourd'hui dans le hall du palais de la culture et sera inaugurée par le wali de Constantine qui prononcera une allocution pour la circonstance.

TÉBESSA

Les fellahs parlent de la saison agricole

Et si la saison agricole 2017-2018 sera meilleure que ses précédentes ? C'est le souhait exprimé par les fellahs de la région de Cheria, Bir Mokkadem, El Ocla, Mazraâ ou Thlygene.

Ali Chabana

Et nous sommes à l'entame de la nouvelle campagne labours-semailles dont le coup d'envoi vient d'être donné par le wali Attallah Moulati, à Saf Saf Ouesra, avec cadeau du ciel les premières précipitations de ce mois d'octobre de bon augure. Tout en inspectant les coopératives de maintenance du matériel agricole et celle du traitement des semences.

A propos de semences, la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) vient d'annoncer qu'elle mettra à la disposition des céréaliculteurs quelque 60.000 quintaux de semences, blé

dur et tendre ainsi que l'orge. Sachant que la superficie totale emblavée, chaque année, avoisine les 220.000 hectares dont près de 5.000 hectares de parcelles de terre irriguées, dans les communes du sud de la wilaya de Tébessa, Negrine et Ferkane, avec un rendement annuel par hectare de 40 quintaux. Tout à fait le contraire dans les champs du Nord où la faiblesse et l'irrégularité de la pluviométrie continuent de sévir, causant des pertes importantes, notamment pour les petits agriculteurs non pourvus d'une police d'assurance, en dépit de l'effort des pouvoirs publics à travers l'effacement des dettes et le remboursement des

semences. Les fellahs se voient parfois découragés et risquent leurs petites économies dans des travaux agricoles aléatoires. Alors une fois encore, la récolte de l'été prochain fera-t-elle oublier la disette de presque une décennie de sécheresse ? Une production céréalière qui repose toujours sur des techniques agricoles désuètes, encore que le programme de vulgarisation agricole initié par les services de la DSA et de la chambre d'agriculture tarde à donner les résultats escomptés, outre l'initiative auprès des jeunes d'investir dans l'agriculture pour le renouvellement de la main-d'œuvre active dans le secteur.

AQUACULTURE À MOSTAGANEM

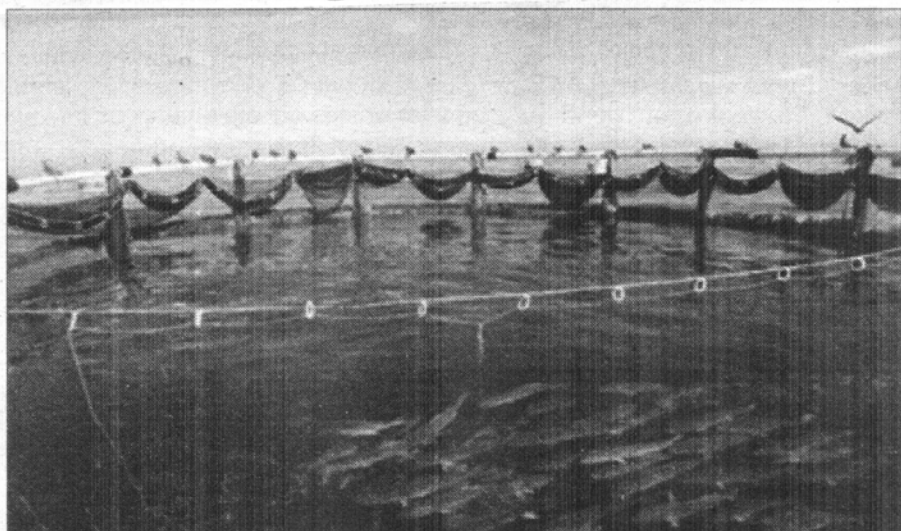
1 000 à 2 000 t/an de moules comme objectif

La Direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya de Mostaganem a initié un important programme de développement de l'aquaculture marine dont la concrétisation, à moyen terme, devrait permettre la production d'une moyenne annuelle de 140t/an de moules.

Deux investisseurs privés intéressés par ce créneau ont installé chacun 4 cages flottantes dans un site cohérent à la Stidia pour l'élevage des moules.

Les deux nouvelles unités de traitement de moules prévoient une production de 140 tonnes par an et sera sur le marché dès ce mois d'octobre et ce rapport sera doublé l'année prochaine. Une trentaine de salariés ont été recrutés pour «commencer» en attendant d'autres embauches.

Aujourd'hui, la production locale de moules en mer à Mostaganem vient de naître et d'autres investis-



Photos : DR

seurs sont intéressés par ce créneau et il y a des centaines d'hectares de concessions disponibles souligne la Direction de la pêche et des ressources halieutiques qui va mettre ce qu'il faut en place comme solution innovante aux investisseurs pour produire 1 000 à 2 000 tonnes par an, en mer ouverte afin de répondre à la demande et pourquoi pas, s'ouvrir au

tourisme industriel et à l'exportation. La moule est plus ou moins pleine selon les saisons et aussi, en fonction de la période de l'année.

Or, sur ce marché, la qualité est essentielle. La grande distribution et les groupes de restauration sont intransigeants sur le calibre, l'aspect, la qualité sanitaire et le taux de chair.

A. B.

AIN TÉMOUCHENT

L'AQUACULTURE, UNE VALEUR AJOUTÉE POUR L'INVESTISSEMENT LOCAL

LE SECTEUR DE L'AQUACULTURE CONSTITUE L'UN DES ATOUTS majeurs sur lesquels mise la wilaya d'Ain Témouchent pour apporter une valeur ajoutée à l'investissement économique productif. Aux secteurs de l'agriculture et du tourisme, spécificités de la wilaya, vient s'ajouter celui de la pêche et de l'aquaculture, deux créneaux devenus des ressources non des moindres à exploiter dans le cadre de l'investissement et de la diversification de l'économie nationale.

La position géographique de la wilaya d'Ain Témouchent, avec sa façade maritime de 80 km, a plaidé pour la promotion des moyens de partenariat avec des opérateurs économiques dans le domaine de l'aquaculture et l'encouragement de l'accès au monde de l'investissement privé de cette filière. Aujourd'hui, la wilaya d'Ain Témouchent assure une production de 20.000 tonnes de poissons par an sur un total de 100.000 tonnes produites à l'échelle nationale, soit l'équivalent de 20 pour cent.

UNE WILAYA PILOTE

Cette place a été soulignée, en août dernier, par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgh, lors de sa dernière visite dans la wilaya. C'est une wilaya-pilote dans le domaine de l'aquaculture, a-t-il estimé.

Les premières expériences dans ce domaine menées par des investisseurs privés remontent à l'année 2013 avec le lancement d'une ferme aquacole à la zone côtière de S'biat, relevant de la commune de Messaid. Cette infrastructure est dotée d'une capacité productive de 1.000 tonnes/an d'élevage aquacole en bassins sur terre. Le projet a ensuite pris de l'ampleur avec la réalisation de six bassins flottants en plein mer, non loin du Cap de Fegalo, avec une production moyenne de 420 tonnes/an, a rappelé le directeur de wilaya chargé de la pêche et de l'aquaculture, Sahnoune Bouguebrine. Actuellement, sept



projets aquacoles sont en cours de réalisation. Quatre d'entre eux entreront en production avant la fin de l'année en cours. Ces fermes font partie des 28 projets inscrits au niveau national en cours de concrétisation, ont souligné les responsables du secteur.

Par ailleurs, la ville côtière de Béni Saf a été retenue pour abriter le premier projet d'engraissement du thon, un produit halieutique très important au vu de son prix de référence

sur le marché international. La wilaya d'Ain Témouchent dispose d'une zone industrielle d'aquaculture s'étendant sur une surface de 8 has. Elle est implantée dans la commune de Messaid et se compose de 27 lotissements destinés aux projets d'investissement créateurs de richesses. Les responsables du secteur prévoient d'inscrire un projet d'aménagement et de raccordement de cette zone au réseau électrique afin de l'intégrer au parc des projets

économiques versés dans la filière aquacole, a assuré Sahnoune Bouguebrine. Le secteur compte également cinq unités, situées à Béni Saf, Hammam Bouhadjar et Ain Larbaa, actives dans le domaine de l'exportation de la production halieutique vers l'Europe, essentiellement l'Espagne. Celles-ci totalisent une capacité d'exportation de 400 tonnes par an, notamment des crustacés, des mollusques et de la crevette. Les responsables du secteur s'emploient, en partenariat avec tous les opérateurs économiques, les professionnels de la pêche, à augmenter la production aquacole. Cet objectif est réalisable avec l'entrée en phase de production de plusieurs projets en cours de réalisation, a estimé le responsable du secteur à l'échelle de la wilaya.

Par ailleurs, la wilaya d'Ain Témouchent dispose de deux ports de pêche à Béni Saf et Bouzadjar, outre un nouvel abri en cours de travaux à Madagh qui sera réceptionné avant la fin de l'année en cours. Ces infrastructures de base sont des supports pour la promotion du métier de la pêche et serviront dans la promotion des exportations dans ce domaine.

En outre, la ville de Béni Saf dispose d'une école de formation technique de la pêche et de l'aquaculture, dotée d'une capacité d'accueil théorique de 250 places. Elle constitue un moyen efficace de formation et d'accompagnement des professionnels du secteur qui acquièrent les compétences techniques et scientifiques pour la promotion des filières de la pêche et de l'aquaculture.

■ APS

Trois pour cent des fellahs seulement sont assurés à la CRMA

Le nombre de fellahs de la wilaya de Tlemcen assurés auprès de la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA) ne dépasse guère les trois pour cent, ont indiqué lundi les responsables de cette caisse. En dépit de tous les avantages qui leur sont accordés, les agriculteurs de la wilaya ne se pressent pas pour s'assurer et assurer leurs productions agricoles, puisque l'antenne de Tlemcen de la mutualité agricole n'enregistre qu'un taux de 3 pour cent d'agriculteurs assurés à travers la wilaya, ont-ils précisé au wali, Ali Benyaiche en marge de la célébration de la journée nationale de vulgarisation agricole. Pire encore, en

matière de céréaliculture l'antenne de Maghnia n'a enregistré aucune police d'assurance de fellah, en dépit de la somme modique de 500 dinars à l'hectare que doit verser le travailleur de la terre, ont-ils ajouté, rappelant que plusieurs campagnes de sensibilisation ont été organisées à l'intention des fellahs, outre la présentation, à titre onéreux, de conseils d'experts et l'octroi de certains équipements dont des combinaisons. «Les fellahs ont pourtant bénéficié de soutien de l'Etat dans plusieurs domaines», a déclaré le wali qui venait de prendre connaissance de l'investissement consenti par l'antenne de Tlemcen de la Banque

de l'agriculture et du développement rural (BADR). Cette dernière a, en effet, consenti un investissement en cours de 1,104 milliard de dinars pour le financement de la campagne agricole. Cet investissement, arrêté au 28 du mois écoulé, se répartit entre le crédit de campagne RFIG qui a enregistré l'octroi de 167 millions DA à 150 dossiers approuvés et 577 millions DA pour le crédit TAHADI (111 dossiers). Le leasing avec 141 millions de dinars pour 70 dossiers et le Fonds national de développement agricole (FNDA) où les 65 dossiers acceptés ont bénéficié de 386 millions de dinars, complètent cet investissement.

Relizane

136 000 ha à emblaver cette saison

Entamée officiellement dernièrement, la campagne semence-labours aura cette saison à toucher 136.000 ha avec 1.000 ha de plus par rapport à la dernière saison.

C'est ce qu'a affirmé le directeur des services agricoles de la wilaya de Relizane en marge des cérémonies de l'ouverture de la campagne.

«Nous avons mobilisé tous les moyens humains et matériels pour atteindre les objectifs assignés», a-t-il précisé. Ainsi, l'on souligne que la campagne enclenchée prévoit la culture de 62.500 ha de blé dur, 36.500 ha de blé tendre, 30.000 ha d'orge et 7.000 ha d'avoine.

Au sujet des semences et autres engrais, les



services de l'Office des céréales et des légumes secs (CCLS) ont affirmé «qu'un guichet unique est mis à la disposition des fellahs pour leur approvisionnement». «Plus de 50.000 q de semences et une importante quantité d'engrais sont

à la disposition des fellahs», a-t-on affirmer. De son côté, le wali de Relizane présente à la cérémonie, a affirmé que «la productivité du dévouement du fellah pour le travail de la terre. Le fellah ne doit pas attendre la pluviométrie pour travailler

sa terre, il doit tout d'abord compter sur sa volonté pour réussir», disait-il. Et ajoutant : «La dernière saison on a remarqué deux parcelles mitoyennes où un fellah a réalisé 78 q à l'hectare et le second, 18 q à l'hectare.»

N. M.

CONSTANTINE

EN PRÉVISION DE LA CAMPAGNE
LABOURS-SEMAILLES

Plus de 102 000 quintaux de semences réservés

Un total de 102 340 quintaux de semences a été réservé dans la wilaya de Constantine, en prévision de la campagne labours-semailles qui sera lancée au début du mois prochain, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). Les quantités d'engrais disponibles à la coopérative de céréales et des légumes secs (CCLS) sont suffisantes «pour répondre aux besoins des agriculteurs de la wilaya» au titre de cette campagne, dont la faible pluviométrie retarde son lancement, a précisé à l'APS le chef du service de la production agricole à la DSA, Djamel Benserradj. «Pas moins de 43.900 quintaux d'engrais, dont 27 400 quintaux d'engrais de fond et 16 500 quintaux d'engrais azotés, ont été également mis à la disposition des fellahs de cette région, dans le cadre de la même campagne», a-t-il ajouté. La CCLS de la wilaya a limité cette année les prix des semences de blé dur entre 4 500 et 5 400 DA pour le seul quintal, le blé tendre entre 3.500 et 4 250 DA, l'orge entre 2 500 et 3 100 DA, tandis que celui de l'avoine est évalué entre 2 500 et 2 850 DA, a fait savoir le responsable, notant que ces prix sont soutenus par l'État. «Au moins 19 200 quintaux d'engrais et 1 800 quintaux de semences ont été jusqu'à présent attribués aux agriculteurs», a souligné M. Benserradj, qui a indiqué que le prix d'engrais de fond est cédé à 5 961 DA alors que celui d'engrais azoté est proposé entre 4 500 et 10 000 DA. Dans la wilaya de Constantine, la surface consacrée au titre de la campagne agricole 2017-2018, est estimée à 80 670 hectares, soit une hausse de 80 hectares par rapport à la saison précédente répartie sur 35 300 ha pour le blé dur, 19 120 ha pour le blé tendre, 17 350 ha pour l'orge et 12,5 hectares réservés à l'avoine, a-t-il fait remarquer. «Un total de 1 750 demandes de crédits R'fig ont été déposés par des agriculteurs dont 758 dossiers ont été actuellement avalisés pour un coût global de plus de 899 millions de dinars», a-t-on signalé à la DSA.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

LES TARES D'UNE STRATÉGIE

AVEC UNE NATURE très diversifiée et un territoire plus grand que toute l'Europe occidentale, l'Algérie n'attire pas les visiteurs.

■ MOHAMED BADAOUTI

Depuis cinq décennies, l'Algérie exporte exclusivement des hydrocarbures et importe l'essentiel et l'accessoire. Une stratégie qui a fragilisé son économie et étouffé ses secteurs créateurs de richesse. Ce choix politique et économique s'est fait, il faut le dire, au détriment de tous les autres secteurs qui restent soit très peu compétitifs soit mal exploités.

Le regret qui est fréquemment exprimé, c'est le peu de confiance investi dans l'agriculture. Le secteur primaire qui a donné d'excellents résultats ces dernières années n'arrive cependant pas à se hisser au rang d'exportateur faute de vision stratégique. Pourtant, avec le même climat, la même pluviométrie et moins de terres, les pays voisins réussissent à vendre leur récolte dans plusieurs régions du monde. L'Algérie dispose d'environ 9 millions d'hectares qui restent néanmoins tributaires des caprices de la météo. Elle a réussi à irriguer près de 1,5 million d'hectares sauf que son potentiel hydrique est loin de lui permettre de devenir un vaste champ de blé. Les nappes phréatiques du Sahara sont souvent évoquées comme la panacée pour augmenter ses capacités de production, mais une surexploitation de ces eaux fossiles non renouvelables peut s'avérer dangereuse pour les équilibres naturels. D'ailleurs, la principale raison qui a suscité la colère des Algériens du Sud, c'est



Le regret qui est fréquemment exprimé, c'est le peu de confiance investi dans l'agriculture

leur crainte d'une possible pollution de cette ressource vitale. Pour leur part, les plaines du Nord ont subi une forte urbanisation au détriment des espaces agricoles. La taille de la population algérienne a été multipliée par quatre depuis 1962 et, elle qui était à 90% rurale avant l'indépendance, devient aujourd'hui à plus de 65% citadine. D'où le manque de main-d'œuvre et d'enthousiasme pour le travail de la terre. Résultat : le pays occupe la troisième position mondiale des importateurs de blé et la deuxième en matière de poudre de lait. Une situation qui met gravement en péril sa sécurité alimentaire. Le deuxième domaine générateur de

richesse laissé en jachère est celui du tourisme. Avec une nature très diversifiée et un territoire plus grand que toute l'Europe occidentale, l'Algérie n'attire pas les visiteurs à cause d'un mauvais aménagement du territoire, de la faiblesse du nombre de lits offerts, de la médiocrité des prestations et d'une hygiène qui reste à parfaire. La difficulté d'obtenir le visa algérien, les prix prohibitifs des billets d'avion en plus d'une fermeture culturelle, n'encouragent pas les étrangers à découvrir ou à investir dans ce secteur. Par ailleurs, l'industrie peine à devenir la locomotive d'une croissance soutenue. Certes, l'électronique et l'électroménager commen-

cent à pointer du nez et à satisfaire une partie de la demande intérieure, mais leurs velléités à l'exportation demeurent timides. La construction automobile entame quant à elle ses premiers pas par le montage de kits importés puisque le taux d'intégration en usine est encore très faible. D'autre part, le nombre de sous-traitants en pièces détachées est encore insuffisant pour qu'on puisse parler de véritable industrie.

En ce qui concerne les services, la téléphonie mobile a imprimé aux technologies de l'information et de la communication un rythme assez rapide.

Cependant, l'accès à Internet souffre de lenteur et d'instabilité en dépit du développement de la fibre optique. Toutefois, le talon d'Achille de l'économie algérienne reste son mode de financement. Le secteur tertiaire est dominé par des banques publiques pusillanimes et frileuses face au risque. Leur fonctionnement obéit à des critères qui prennent apparemment moins en compte la rentabilité que les décisions politiques. Ainsi, en moins de

deux ans, elles sont passées d'une imposante surliquidité à la rareté des capitaux.

Elles ont financé à perte les projets Ansej, et accompagné des projets pharaoniques tels que l'autoroute Est-Ouest, le programme du logement, les barrages dont le retour sur investissement n'est pas direct et les retombées lointaines. Ce sont elles aussi qui ont ouvert les vannes aux importateurs qui ont saigné à blanc les ressources financières du pays et étouffé des pans entiers de l'économie nationale. Ces pratiques ont par ailleurs privé de crédits beaucoup d'entrepreneurs algériens en quête de fonds pour lancer ou développer des affaires qui auraient créé des richesses et stimulé d'autres activités. L'Algérie est probablement le seul pays où les entreprises se bâtissent et prospèrent, si elle le peuvent, sur les fonds propres de leurs créateurs. C'est pourquoi les promoteurs craignent la croissance de leurs business au-delà d'une certaine limite de peur de perdre le contrôle sur leur investissement.

De toute façon, l'économie mondiale est en train de changer de paradigme. Cette nouvelle façon de voir et de faire n'a pas encore soufflé sur l'Algérie qui s'obstine à rester un fournisseur de carburant pour faire tourner les usines ailleurs avant d'importer l'accessoire et le nécessaire.

M. B.